



DIALOGUE DE HAUT NIVEAU

Thème: Dette publique et financement des services essentiels : Quels équilibres pour garantir la justice fiscale au Sénégal ?

Lundi 28 Septembre 2026 de 15h00 à 18h00

Hôtel Noom (Radisson), Corniche Ouest, Dakar

Termes de référence

Présentation de CAJUST

CAJUST (Citoyens Actifs pour la Justice Sociale) est une organisation sénégalaise à but non lucratif regroupant un réseau de citoyens, notamment des jeunes et femmes, engagés pour promouvoir la justice sociale. Présente dans plusieurs régions du pays, CAJUST capitalise plus de dix ans d'expérience dans la participation citoyenne, dans la gouvernance des ressources naturelles et dans la défense des droits humains.

Notre mission consiste à renforcer les capacités et les pouvoirs d'influence des citoyens afin de promouvoir la justice sociale dans la gouvernance des ressources naturelles et du changement climatique. Nos axes stratégiques tournent autour de trois principaux piliers, à savoir la justice environnementale et climatique ; la justice économique et fiscale et la justice et l'équité de genre.

Contexte et justification

Le Sénégal fait face à une crise de la dette majeure, aggravée par la découverte d'engagements antérieurs non déclarés (« dette cachée ») qui portent la dette publique bien au-delà des estimations initiales, autour de 118 % à 132 % du PIB. Le service de la dette absorbe une part énorme des recettes de l'État, provoquant des tensions aiguës sur les liquidités et une dégradation de la note souveraine du pays par Moody's.

L'arbitrage budgétaire entre le service de la dette et le financement des services sociaux de base représente le défi central pour garantir la justice fiscale. Les projections de la Loi de finances prévoient un pic du service de la dette en 2026 à 5 499 milliards FCFA. Ce montant colossal menace d'absorber une proportion intenable des recettes fiscales, créant un risque d'éviction des investissements publics sociaux.

Le pays fait ainsi face à un effet de ciseaux complexe : les charges de remboursement de la dette absorbent une part critique des ressources de l'État, restreignant l'espace budgétaire indispensable pour l'éducation, la santé et la protection sociale.

La justice fiscale implique que la collecte de l'impôt soit équitable et que les ressources publiques soient redistribuées prioritairement vers les populations les plus vulnérables. Pour assurer cet équilibre, l'Etat du Sénégal doit favoriser un certain nombre de principes dont entre autres l'élargissement de l'assiette fiscale tout en protégeant les plus pauvres ;



l'alignement du budget aux services sociaux essentiels ; la renégociation des échéances et des taux d'intérêt avec les créanciers extérieurs ; et le renforcement de la redevabilité et la transparence fiscale et budgétaire.

Seulement, une synergie d'actions et une forte mobilisation citoyenne sont nécessaires pour favoriser une gouvernance économique juste et transparente en vue de l'amélioration des conditions sociales et une souveraineté économique. C'est pourquoi CAJUST organise une session de dialogue des acteurs en vue de soutenir les efforts du Gouvernement pour des solutions durables de mobilisation des ressources et de financement des services sociaux essentiels.

Cette activité est organisée en partenariat avec le Réseau Africain pour la Justice Fiscale ([Tax Justice Network Africa - TJNA](#)), dans le contexte de la tenue de la 14e Conférence panafricaine sur les flux financiers illicites et la fiscalité (PAC 2026) prévue à Dakar, du 30 septembre au 2 octobre 2026.

Objectifs

L'objectif de cette activité est de favoriser un dialogue inclusif entre les acteurs de la gouvernance économique au Sénégal afin de trouver des équilibres entre le paiement du service de la dette et le financement des services sociaux essentiels.

De façon spécifique il s'agira de :

- Analyser l'efficacité de la stratégie de mobilisation des ressources publiques du Sénégal ;
- Échanger sur la stratégie de gestion de la dette ;
- Formuler des recommandations pour garantir la justice fiscale dans le contexte d'une dette publique insoutenable.

Résultats attendus

- Les experts ont partagé une cartographie des risques de refinancement et du coût du service de la dette.
- Les participants se sont accordés sur un consensus sur les arbitrages entre le paiement du service de la dette et le financement des services sociaux.
- Les acteurs sociaux ont présenté leur plaidoyer pour la transparence dans l'allocation des ressources mobilisées dans le cadre du PRES et autres moyens de mobilisation de ressources

Participants

Institutions de l'Etat ; Universités, centre de recherches et think-tank ; Médias ; Organisations non gouvernementales ; Organisations de la Société Civile ; Corps Diplomatiques ; Organismes Internationaux ; Secteur privé ; Experts indépendants

Agenda provisoire

Horaires	Durée	Activités
15h00 - 15h30	30 mn	Cérémonie d'ouverture - Mots de bienvenue - Rappel des objectifs - Note de cadrage
15h30 - 16h00		NOTE INTRODUCTIVE Dr. Ndongo Samba SYLLA , <i>Head of Research and Policy for the Africa Region/International Development Economics Associates (IDEAs)</i>
16h00 - 17h00	60 mn	PANEL : Dette publique et financement des services essentiels : Quels équilibres pour garantir la justice fiscale au Sénégal ? Modérateur : Pape Cheikh SYLLA , <i>Journaliste</i> Etat des lieux de la gestion de la dette du Sénégal Direction de la dette ***** Thème : Quelles approches pour payer la dette sans effriter le tissu économique national ? Prof. Abdou Aziz KEBE , <i>Enseignant Chercheur en Droit Public et Finances publiques</i> ***** Thème : Le paiement du service de la dette au détriment du financement des services essentiels peut-il induire à une injustice fiscale ? Dr. Marième Gnagna THIAM , <i>Coordonnatrice Senior du programme équité fiscale de l'ONG IBP International Afrique de l'Ouest</i> ***** Thème : Comment le déficit de financement des services essentiels pourrait approfondir les inégalités sociales et de genre ? Elimane H. KANE , <i>Sociologue, Président de Legs Africa</i> ***** Thème : Comment la situation politique marquée par des divergences pourrait impacter la situation économique du Sénégal dans le contexte de mobilisation des ressources ? Prof. Maurice Soudiek DIONE , <i>Professeur agrégé de Science politique, Enseignant Chercheur</i>
17h00 - 18h30	60 mn	<i>Questions, Réponses, Discussions</i>
18h30		Clôture et Cocktail dinatoire